

282

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

S. G.

AFFAIRES GÉNÉRALES

6163 Lu
N°
21-6-42

Réseau *S. G. du Conseil*
d'Administration
(Service *M. Closset*)

OBJET DE LA CONSULTATION

Transfert à la S. N. C. F. des actions
de la C. G. C. E. M., appartenant à la
C. P. L. M., par application de l'art. 64
de la Convention du 31 Août 1937.
Clause de restriction de cession, contenue
dans les statuts de la C. G. C. E. M. Est-elle
opposable à la S. N. C. F. ?

D. N° 6163 Lu

Action

C. G. C. E. M. - Clause de restriction

de cession.

Art. 64 de la Convention du 31 Août 1937.

Mod. 125. — 73350. — Maxime et Maxime (S. G.)

18

Mars

x 43

SJ

6163 Ln

NOTE pour Monsieur CLOSSET

Secrétaire Général du Conseil d'Administration

En réponse à votre note du 16 mars relative à la cession à la S.N.C.F. d'actions de la C.G.C.E.M. détenues par la Compagnie P.L.M., j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'argument que vous me signalez n'est pas de nature à modifier la manière de voir que je vous ai exposée le 24 juin 1942.

En effet, l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 a, comme je le soulignais, un caractère légal et il se suffit à lui-même. Le texte précise en termes formels que "les biens des domaines privés, qu'après un examen de concert avec les Compagnies la Société Nationale estimera nécessaires à l'exploitation du Chemin de fer, seront transférés à cette Société...". Ce transfert a lieu d'office et il s'impose à tous dès lors que les conditions prévues au texte sont remplies.

La faculté, ainsi accordée à la S.N.C.F., de par la volonté de la loi, n'est assortie d'aucune restriction relative aux stipulations particulières qui pouvaient subordonner antérieurement la validité des cessions d'actions par la Compagnie P.L.M. à des formalités et conditions statutaires. Il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une cession ordinaire, mais d'une cession forcée, qui échappe aux clauses d'agrément de l'acquéreur par la Société émettrice des actions. La S.N.C.F. et éventuellement le collège arbitral sont seuls juges et l'on ne concevrait pas dès lors que le transfert prévu à l'article 44 puisse, comme je vous l'ai dit, être tenu en échec par la Société.

Il serait absolument contraire, tant à la lettre de la Convention qu'à son esprit, d'admettre que la C.G.C.E.M. puisse de sa propre autorité substituer à la S.N.C.F. un cessionnaire de son choix pour de simples raisons d'ordre privé, alors que le transfert en cause a été institué par un texte ayant valeur légale dans l'intérêt même de l'exploitation du service public du Chemin de fer.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé : Auvray

J.G. SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

le 16 Mars 1943

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Urgent

Monsieur AURENGE
Chef du Service du Contentieux

A l'occasion d'une étude que j'avais faite sur la C.G.C.E.M. je vous avais demandé, le 20 Juin 1942, si la clause restrictive de cession d'actions contenue dans les statuts de cette société serait susceptible d'être invoquée à l'encontre de la S.N.C.F. au cas où nous déciderions de reprendre au titre de l'art.44 de la Convention du 31 Août 1937 les actions de ladite Société détenues par la Compagnie P.L.M.

Par note du 24 Juin suivant, vous m'avez répondu qu'à votre avis la C.G.C.E.M. ne serait pas fondée à nous opposer, dans la circonstance, les dispositions de ses statuts soumettant les cessions d'actions à des formalités et conditions particulières.

Cette position est celle que j'avais estimé, à priori, devoir prendre. Toutefois, à la réflexion, j'ai encore un doute des plus sérieux sur la question de principe. Les Compagnies, en présence de telles dispositions statutaires, ne seraient-elles pas fondées à soutenir que l'art.44 de la Convention du 31 Août 1937 n'a pu, en tout état de cause, nous donner vocation à obtenir davantage que les droits qu'elles possèdent elles-mêmes du fait des actions dont elles sont propriétaires.

Je vous serais très obligé de me faire connaître si cet argument nouveau serait de nature à modifier votre manière de voir.

In URGENT
17-3-43
g

Rouss

M. Amich
24 Juin

2

S.J.

6.162^{Ln}

N O T E

pour Monsieur CLOSSET
Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Vous avez bien voulu, le 20 Juin 1942, me demander si la clause restrictive de cession d'actions, contenue dans les statuts de la Compagnie Générale de Construction et d'Entretien du Matériel de Chemin de fer (C.G.C.E.M.), pourrait être invoquée à l'encontre de la S.N.C.F., au cas où celle-ci déciderait de reprendre, au titre de l'article 44 de la Convention du 31 Août 1937, les actions de la société susvisée, possédées actuellement dans son portefeuille par la Compagnie P.L.M.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à mon avis, la C.G.C.E.M. ne serait pas fondée à nous opposer, en la circonstance, les dispositions de ses statuts, soumettant les cessions d'actions à des formalités et conditions particulières.

Sans doute est-il de principe, en droit commun, que les statuts lient les sociétaires ; mais, en l'espèce, il s'agit d'un transfert d'actions, dont la réalisation est régie par un texte spécial, qui a été approuvé par la loi et auquel ne peuvent, dès lors, faire échec des clauses conventionnelles, telles que celles des statuts sociaux. L'article 44 de la Convention du 31 Août 1937 consacre un véritable droit, comme vous l'observez, au profit de la S.N.C.F., droit devant s'exercer selon les seules conditions prévues impérativement par cet article et sans que d'autres formalités soient nécessaires.

Il est, d'ailleurs, à observer que les transferts de biens, prévus à l'article 44, sont motivés par les besoins de l'exploitation du service public du Chemin de fer, et on ne concevrait ainsi pas que la décision d'un Conseil d'Administration, comme celui de la C.G.C.E.M. puisse, dans un intérêt d'ordre privé, mettre obstacle à une cession d'actions, intervenant par application de l'article précité.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: J. Sureau

J.G. SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

le 20 Juin 1942

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur AURENCE

Urgent

Nous examinons s'il y a lieu, ou non, pour la S.N.C.F., d'envisager la reprise, au titre de l'article 44 de la Convention du 31 Août 1937, des actions que la Compagnie P.L.M. détient dans la Compagnie Générale de construction et d'entretien du matériel de chemin de fer (C.G.C.E.M.).

Une question préliminaire se pose, étant donné les dispositions qui font l'objet de l'article 11 des Statuts de cette Société.

Cet article 11 est ainsi conçu :

"Les cessions d'actions sont soumises aux dispositions suivantes :

mu "La cession à une personne déjà propriétaire usufruitière ou (non) propriétaire d'une ou de plusieurs actions de la présente Société sera définitive et régularisée immédiatement.

"Dans tous les autres cas, et à toute époque, tout actionnaire qui voudra céder ses actions sera tenu de les proposer au Conseil d'Administration qui aura le droit de lui présenter un acquéreur auquel le cédant sera tenu de vendre ses actions moyennant le prix que l'Assemblée Générale annuelle fixera chaque année pour les cessions devant se produire dans l'année suivante. Le prix dont il s'agit est fixé au pair jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire qui aura à approuver les comptes du premier exercice.

...

ACT 59687

"Cette proposition sera formulée au moyen d'une déclaration que le cédant sera tenu de faire au Conseil d'Administration au siège de la Société, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire et le prix de la cession.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

"Le Conseil aura 30 jours à partir de cette déclaration pour présenter un acquéreur dans les conditions ci-dessus déterminées; passé ce délai sans présentation d'un acquéreur par le Conseil, le transfert sera régularisé au nom du cessionnaire indiqué par le cédant."

Eu égard au fait que l'article 44 de la Convention du 31 Août 1937 confère à la S.N.C.F. un véritable droit à la reprise et fixe, par ailleurs, les conditions particulières dans lesquelles il peut être mis fin à tout désaccord à ce sujet, il ne me paraît pas que la S.G.C.E.M. soit fondée, le cas échéant, à nous opposer les dispositions ci-dessus.

Néanmoins, je vous serais très obligé de bien vouloir me donner votre avis sur ce point. La question est intéressante en elle-même car nous pourrions la retrouver dans d'autres cas.

celle-ci en copie

Roser

Si l'après-midi de la semaine prochaine

me d.

Urgent

Monsieur Pureau
Chef du Service des Contentieux

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88, RUE SAINT-LAZARE - PARIS IX^e

CHEMINS DE FER
DE L'ÉTAT

DIRECTION

Rappeler très exactement
dans la réponse l'indication ci-dessous

N°

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 19

20. Rue de Rome (8^e arr^t)

Téléphone : WAGRAM 54-45 ou 55.

*Mme Bouche
très urgent*

PROJET

SJ

N° 6163 Ln

N O T E

pour Monsieur CLOSSET

Secrétaire Général du Conseil d'Administration

En réponse à votre note du 16 mars relative à la cession à la S.N.C.F. d'actions de la C.G.C.E.M. détenues par la Compagnie P.L.M., j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'argument que vous ^{me signalez} indiquez n'est pas de nature à modifier la manière de voir que je vous ai exposée le 24 juin 1942.

En effet, l'article 44 de la Convention du 31 août 1937 a, comme je le soulignais, un caractère légal et il se suffit à lui-même. Le texte précise en termes formels que "les biens des domaines privés, qu'après un examen de concert avec les Compagnies la Société Nationale estimera nécessaires à l'exploitation du chemin de fer, seront transférés à cette Société". Ce transfert a

...

lieu de ~~plein droit~~ ^{d'office} et s'impose à tous dès lors
que les ^{conditions} formalités prévues au texte, ont ~~été~~ remplies. +

On ne concevrait pas ^{alors} que le droit de faire trans-
férer les biens des domaines privés des Compagnies
nécessaires à notre exploitation, prévu à l'article
44 précité, puisse ^{comme je vous l'ai dit} être tenu en échec pour de simples
raisons d'ordre particulier par une Société, alors
que ce transfert a été institué par un texte ayant
valeur législative dans l'intérêt ^{non d'exploitation} du service public
du chemin de fer. Il serait absolument contraire

tant à la lettre de la Convention qu'à son esprit
d'admettre que la C.G.C.E.M. puisse

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

de sa propre autorité substituer à
la S.N.C.F. les conditions de son
Chap. pour de simples raisons d'ordre
privé, alors que le transfert en
cause a été institué par un texte
ayant valeur légale sans s'inspirer
même de l'exploitation du service
public du Ch. de f.

+
[La faculté, aussi
accordée à la S.N.C.F.
de par la volonté
de la loi, n'est
aucune d'aucune
restriction, affectant
aux stipulations
particulières qui
pouvaient subordonner
antérieurement la validité de
certaines actions
par la C.G.C.E.M.
à des formalités « concertées »
statutaires. Il ne s'agit
pas, en l'espèce, d'une
cession ordinaire, mais
d'une cession forcée, qui
échappe aux clauses
d'agrément de l'acquéreur
par la Société émettrice
des actions. La S.N.C.F.
et éventuellement le collige
autobus sont seuls juges
et p.